

2. *Pa Kite M Deyo !* Ne me laissez pas sur la touche !

Les femmes haïtiennes
revendiquent le droit de
participer aux affaires publiques



À Stella Maris, des femmes participent à un atelier dirigé par Mme Marie Laurence Jocelyn Lassegue, Ministre à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes

L'héritage d'années de troubles politiques violents et d'idées arrêtées en matière du rôle des hommes et des femmes rend la tâche très difficile pour les femmes haïtiennes qui veulent être actives dans la sphère politique, et ce en dépit du fait que bon nombre d'entre elles se sont déjà montrées dynamiques et capables de diriger leurs communautés. Ce document décrit le travail de l'organisation des droits des femmes, *Fanm Yo La*, qui mobilise les femmes à voter et à tenir leurs représentants élus pour responsables, et soutient les candidates avant et après les élections.

Introduction

Connue autrefois comme « la Perle des Antilles », Haïti est un pays de paradoxes. Culturellement riche et belle, elle est cependant extrêmement pauvre au point de vue économique, et l'esprit d'hospitalité haïtien omniprésent est souvent assombri par la violence répandue et l'insécurité. En dépit de l'accent placé sur la communauté et la coopération, plus de la moitié de la population est marginalisée et exclue : telle est la situation des femmes haïtiennes.

Dans la culture haïtienne, les femmes sont considérées comme des personnes fortes, persévérantes et sages. Elles sont à la fois des mères et des femmes, des sœurs et des filles, des enseignantes et un soutien pour leurs familles. Elles sont connues comme le « *poto mitan*¹ » de la société haïtienne – le pilier central, la fondation – qui maintient la cohésion. De nombreux proverbes haïtiens vénèrent et respectent les femmes, déclarant que « *Se fanm ki ranje tab la, e se li ki ranje lavi a* » (c'est la femme qui met la table, et c'est elle qui met de l'ordre dans la vie).

Il est dès lors surprenant de constater à quel point les femmes sont exclues de nombreux aspects de la vie haïtienne et à quel point elles sont victimes de violence et d'abus.

La vie difficile des femmes haïtiennes

La femme haïtienne moyenne est passée maître dans l'art du fonctionnement multitâche : elle éduque les enfants, s'occupe des tâches ménagères et travaille de longues heures dans des conditions difficiles pour un salaire de misère. Souvent, elle accomplit cela toute seule, car 43% des ménages haïtiens sont gérés par des mères célibataires. Les filles haïtiennes ont accès à l'éducation depuis 1934. Cependant, des études estiment que, de nos jours, 17% seulement des filles terminent l'école secondaire.

L'accès à des soins de santé adéquats pour les femmes reste un problème critique dans un pays qui a le plus haut taux de mortalité maternelle dans l'hémisphère occidental (520 femmes sur 100 000) – un nombre qui s'est en fait accru au cours des dernières années. De plus, on estime que huit femmes sur dix en Haïti sont victimes de violence domestique. On estime également que les femmes contribuent à plus de 70% de l'économie nationale grâce à leur participation au secteur informel, mais elles ne jouissent que de 38% des profits générés par l'économie².

Les femmes qui vivent dans les zones rurales font face à des difficultés particulières. Quatre-vingt pour cent des personnes qui vivent dans des communautés rurales en Haïti vivent dans une extrême pauvreté, et « dans un pays aussi centralisé, les personnes rurales et pauvres sont encore plus touchées par l'exclusion ouverte

et généralisée, ainsi que par la marginalisation – sociale, économique et politique. Encore une fois, les femmes sont doublement affectées par cette réalité. Selon Yolette Etienne, directrice de programmes d'Oxfam GB en Haïti, leur voix est étouffée et réduite au silence.

Les obstacles auxquels font face les femmes dans la vie politique

Du point de vue historique, les femmes ont joué un rôle considérable dans la révolution des esclaves ayant abouti à l'indépendance d'Haïti vis-à-vis de la France en 1804, et plusieurs femmes ont joué un rôle clé dans le passé d'Haïti. Les Haïtiens sont même fiers d'avoir eu une présidente durant un court moment : la première femme Présidente de la Cour suprême d'Haïti de 1986 à 1990, Ertha Pascal-Trouillot, devint la première (et jusqu'à ce jour, la seule) femme présidente en Haïti, entre deux coups d'États en 1990.

Cependant, en grande majorité, la politique haïtienne a toujours été *pour* les hommes et menée *par* les hommes. Le jeu politique est organisé selon les règles des hommes, avec des structures et des instruments politiques élaborés par des hommes. Ce n'est qu'en 1957 que les femmes ont accédé à l'entièreté de leurs privilèges en matière de vote et de participation à la sphère publique. Depuis lors, la législation discriminatoire continue à désavantager injustement les femmes face à leurs homologues masculins dans tous les domaines de la vie et il existe un déséquilibre inhérent dans les relations de pouvoir, depuis l'unité familiale traditionnelle de base jusqu'aux structures institutionnelles et sphères de prises de décisions. Cette discrimination exacerbe les effets de la pauvreté dans laquelle vivent tant de femmes en Haïti et leur mise à l'écart des activités politiques nie leur droit à influencer et participer aux décisions politiques qui pourraient s'attaquer au problème de la pauvreté.

De plus, le mouvement des femmes en Haïti n'est pas toujours vu de manière positive, à cause des perceptions négatives et des idées fausses de bon nombre de personnes à l'égard du féminisme, qui rendent de nombreux hommes et femmes réticents à s'associer avec ce mouvement. Le féminisme est perçu par certains Haïtiens comme une tentative de soutirer aux hommes un rôle qui leur revient « naturellement ». Dans un pays peuplé de nombreux Chrétiens conservateurs, ce fait est considéré comme non chrétien et n'est donc pas acceptable.

Finalement, l'histoire politique mouvementée d'Haïti et les crises du passé n'ont pas contribué au progrès de la position des femmes haïtiennes dans la vie de tous les jours, ni à fortiori en politique. Lorsqu'un pays est en crise, le gouvernement ne se préoccupe que des problèmes liés aux « moyens d'existence » basiques : il n'y a plus

de place pour discuter d'autres problèmes tels que les soins de santé, l'éducation et les droits des femmes.

La démocratie dans le sillage de la tyrannie et de la violence

Lorsqu'on considère la question des femmes et de la politique en Haïti, il faut souligner que les difficultés actuelles ne sont pas uniquement dues au déséquilibre de pouvoir entre les hommes et les femmes. L'état de la politique haïtienne en général est également un facteur important.

Après des années d'occupation américaine brutale, plus de 30 ans de dictateurs tyranniques et plusieurs coups d'état sanglants, les premières élections libres et démocratiques en Haïti ont eu lieu en novembre 1990 et ont suscité un taux de participation incroyablement élevé. Un autre coup d'état violent eu lieu neuf mois plus tard, donnant lieu à trois années de gouvernement *de facto* corrompu. L'ordre constitutionnel sera rétabli en octobre 1994 et le pays connaîtra son premier transfert d'un gouvernement élu démocratiquement vers un autre en 1995. Durant cinq ans, le pays jouit d'une paix et stabilité relatives. De nouvelles élections eurent lieu en 2000, mais des accusations de fraude et de corruption plongèrent le pays dans une nouvelle crise politique violente qui dura trois ans et culmina avec la démission forcée du Président Aristide en février 2004.

Alors que Haïti continue à avancer à grand-peine sur la voie de la démocratie, une culture politique se développe petit à petit, dans laquelle l'État de droit est maintenu et les droits de l'homme sont respectés et promus. Cependant, de nombreuses personnes associent encore et toujours les élections et la politique avec la violence, ce qui affecte leurs notions de responsabilité civique et leur intérêt à participer à la politique à quelque niveau que ce soit. De plus, les femmes, candidates et non candidates confondues, n'ont pas fait exception à la violence politique. Durant la dictature de Duvalier (1957-1971), Lilianne Pierre-Paul, journaliste et activiste politique, lança un programme radiophonique d'appels où les femmes étaient encouragées à faire entendre leurs opinions politiques et sociales. Elle fut arrêtée et torturée. Une fois relâchée, elle quitta le pays et passa plusieurs années en exil. De même, en 2003, deux femmes activistes politiques importantes, Carline Simon et Judie C. Roy (laquelle fut finalement candidate aux élections présidentielles), furent arrêtées et agressées par la police haïtienne, prétendument pour le compte du parti au pouvoir.

Des réussites face à la résistance

En dépit des défis et obstacles, les femmes ont fait quelques progrès considérables dans la sphère publique au cours de la dernière décennie. Des associations et groupes de femmes se sont créés dans le pays, des centres urbains plus importants aux petites communautés isolées dans les recoins les plus éloignés du pays.

La création, en 1994, du Ministère de la Condition Féminine et des Droits des Femmes, chargé de l'amélioration des conditions des femmes haïtiennes dans tous les aspects de la vie, laisse espérer qu'une approche plus systématique permettant de répondre aux besoins et intérêts des femmes est possible. L'un des objectifs principaux est d'intégrer les thèmes liés à la condition féminine dans tous les aspects de la vie publique et d'inscrire ces thèmes dans les agendas des Ministères de la Santé, de l'Éducation et de la Justice, trois secteurs clés où les droits des femmes sont systématiquement violés. Même s'il lui a fallu du temps pour élaborer des stratégies et parler d'une seule voix, le Ministère de la Condition Féminine et des Droits des Femmes fait des progrès considérables. De plus, les femmes haïtiennes ont occupé plusieurs positions d'autorité au sein des organes de l'État, dont celle de Premier Ministre, Directeur général de la Police nationale haïtienne, et Inspecteur général en chef de la Police nationale.

Suite aux changements législatifs de 2005, le viol est considéré comme un crime punissable par la loi et de nombreux cas de viol (dont plusieurs perpétrés par des policiers) sont passés en justice. De plus, la Police nationale haïtienne a récemment lancé une campagne visant à recruter davantage de femmes au sein de leurs forces.

Pour faire changer les choses, Fanm Yo La agit

Représentant plus de la moitié de la population d'Haïti, les femmes jouent sans nul doute un rôle crucial dans le développement du pays. C'est pourquoi elles doivent avoir et *mettre en pratique* non seulement leur droit à participer, mais également leur droit à être écoutées et entendues en matière de politique publique et de développement national. Cependant, en raison des discriminations et exclusions systématiques et structurelles des femmes dans les affaires de la vie publique et dans les sphères de prises de décisions, elles sont fortement désavantagées lorsqu'il s'agit de se convertir en candidates victorieuses lors des élections nationales, ou d'être choisies pour des postes de responsabilité et d'autorité.

C'est précisément pour changer cela que les femmes de Fanm Yo La – le Collectif féminin haïtien pour la participation politique des femmes – fournissent tant d'efforts.

Depuis 1998, Fanm Yo La (qui signifie « Les femmes sont là » en créole haïtien) promeut les droits civils et politiques des femmes afin que les femmes puissent jouer un rôle plus actif en politique et dans les processus de prise de décisions. Reconnaissant que les systèmes et croyances doivent changer, l'organisation œuvre pour la « féminisation » de la vie politique et publique à travers des activités qui se concentrent sur deux domaines principaux. Le premier est de sensibiliser les structures de l'Etat aux problèmes et préoccupations des femmes, afin de permettre une intégration systématique des préoccupations des femmes et de l'égalité entre les sexes dans la politique publique. Le second est d'encourager les organisations de la société civile, partis politiques et organisations de femmes à être proactifs en termes de promotion de l'équité entre les sexes au sein de leurs structures organisationnelles, en permettant et promouvant l'accès de femmes de tous les groupes socioéconomiques à des postes d'autorité et de responsabilité.

Par ailleurs, le travail de Fanm Yo La ne se réduit pas à encourager les femmes à relever le défi d'accéder à des postes de présidentes, sénatrices ou maires. L'organisation tente également de faire en sorte que des femmes ordinaires – mères et grands-mères, petites productrices et paysannes – se rendent compte que ce qu'elles pensent a de l'importance, que leur vote compte, et qu'elles ont non seulement le *droit* mais aussi la *responsabilité* de faire entendre leur voix. Le travail de Fanm Yo La est donc également de motiver les femmes à se rassembler solidairement et à participer de manière active à la politique locale et nationale, à travers la participation aux débats et au vote. En ce sens, le soutien d'Oxfam GB aux organisations telles que Fanm Yo La est essentiel pour permettre aux femmes haïtiennes d'acquérir l'autonomie nécessaire pour faire entendre leur voix.

« Lorsqu'elles sont entendues, les femmes haïtiennes sont alors capables de participer pleinement aux décisions qui affectent leur vie et au développement positif de leurs communautés. Elles sont capables de mettre en question, de défier, et même de changer leur environnement. Avec des femmes haïtiennes fortes et actives, une plus grande richesse sociale, économique et politique est possible – ce qui se traduit par des enfants en meilleure santé et pouvant espérer un avenir plus brillant ». (Yolette Etienne, directrice de programmes d'Oxfam GB en Haïti)

La recherche de dirigeants communautaires

« De nombreuses femmes paysannes ont des expériences à partager – ces dernières peuvent avoir une influence positive sur le futur de notre pays ». (Lisa François, Secrétaire générale de Fanm Yo La)

Ne pas tenir compte des expériences des femmes paysannes va à l'encontre des intérêts du pays et de ses efforts pour sortir de la pauvreté et du sous-développement. Fanm Yo La tente donc d'encourager les expériences enrichissantes des femmes haïtiennes de tous horizons et de toutes les parties du pays. Les femmes qui participent aux activités de Fanm Yo La partagent de nombreuses caractéristiques. La plupart d'entre elles, âgées de 25 à 60 ans, viennent de zones rurales, où elles sont des dirigeantes dynamiques au sein de leur communauté. Bon nombre sont des membres actifs d'organisations ou d'associations communautaires, qu'il s'agisse d'une coopérative céréalière locale ou d'un groupe religieux local, et la plupart sont des femmes qui ont déjà une certaine influence au sein de leur communauté. Certaines d'entre elles sont des femmes d'affaires à petite échelle ou des vendeuses de marché, tandis que d'autres sont enseignantes, chefs d'église ou prêtresses vaudou.

Alors que bon nombre n'ont pas terminé l'école secondaire et ont des aptitudes à la lecture et à l'écriture limitées, ce sont ces femmes qui sont en mesure d'influencer le développement de leurs communautés à travers l'implication politique. C'est pourquoi ce sont ces femmes que Fanm Yo La recherche – afin de développer les capacités et de renforcer l'autonomie. Elles sont au cœur des activités et des campagnes de Fanm Yo La.

Les élections de 2006 : la mobilisation des femmes haïtiennes et le soutien des candidates

« Cette initiative [de mobilisation des citoyennes] fut excellente. En général, les femmes ont peur de s'impliquer, de prendre des responsabilités et de participer [en politique]... mais grâce à la formation en éducation civique, combinée à des activités de conscientisation et de mobilisation, les femmes ont décidé qu'elles ne voulaient pas être laissées pour compte, qu'elles voulaient être en première ligne ». (Rosna Prévil, éducatrice en matière de santé, Grand Rivière du Nord)

Au cours des deux années qui ont mené aux élections présidentielles, législatives et municipales, Fanm Yo La, en association avec un autre partenaire local soutenu par Oxfam GB, a mené une campagne de mobilisation citoyenne nationale dans trois municipalités du nord et du nord-est. L'objectif principal de cette campagne était de renforcer le processus démocratique et d'encourager la participation politique des femmes à tous les niveaux, et plus particulièrement au niveau municipal. En même temps, Fanm Yo La a utilisé des méthodes et techniques similaires dans d'autres départements pour assurer une approche nationale plus large.

La campagne était constituée d'activités interconnectées. Certaines avaient pour but d'encourager les femmes à réfléchir davantage à

leur rôle dans la société haïtienne et à s'informer sur les différentes plateformes politiques des différents partis politiques et candidats ; d'autres avaient pour objectif d'inciter les femmes à aller voter. Des réunions et débats avec des candidats locaux, ouverts à tout le monde dans la communauté, ont fourni des espaces de dialogue. Des ateliers ont également pris place sur des thèmes tels que l'importance des élections pour les autorités locales, le rôle des candidats et les différents postes d'autorité locale, la résolution et la gestion non violente des conflits, et le rôle des femmes dans la vie publique.

Vu les taux d'analphabétisme alarmants, en particulier parmi les femmes, la radio est un moyen d'action crucial en Haïti. Pour cette raison, Fanm Yo La et d'autres organisateurs de campagne se sont fortement appuyés sur les stations de radio haïtiennes, et plus particulièrement sur les stations de radio communautaires. Les programmes radiophoniques, publicités et courtes émissions encourageant les citoyens à voter, et promouvant la participation des femmes haïtiennes dans les processus politiques, ont été utilisés de façon à maximiser l'écoute du public ciblé.

Si, dans son ensemble, la campagne ciblait tant les hommes que les femmes, Fanm Yo La a mis l'accent en particulier sur le renforcement de la capacité des candidats, activistes politiques et dirigeants communautaires *féminins*. Des ateliers de formation thématiques élaborés pour répondre aux besoins spécifiques de ces femmes ont été organisés dans les trois communautés ciblées du nord et nord-est afin de fournir un soutien supplémentaire aux candidates. Les thèmes comprenaient la gestion communautaire participative et le développement local, la bonne gouvernance, les techniques de débat, et l'organisation et les techniques de campagne.

Les activités de plaidoyer visant le Conseil Electoral Provisoire (CEP) ont donné lieu à l'inclusion d'un article dans la loi électorale stipulant que tous les partis politiques devaient compter 30% de candidats féminins. De plus, en accord avec les candidates d'un certain nombre de municipalités, Fanm Yo La a préparé et soumis une liste d'exigences au CEP afin qu'une action soit menée pour assurer l'installation de bureaux de votes dans plusieurs communautés qui n'en disposaient pas.

Une des initiatives du projet a donné le pas à la signature d'accords de protocoles avec les candidats politiques, hommes et femmes, de tous les partis. Les protocoles – basés sur le principe de décentralisation, de responsabilisation du pouvoir local, de respect des droits de l'homme, et de non violence – cherchent à assurer une plus grande responsabilité des autorités locales devant les résidents communautaires, à minimiser l'exclusion et à promouvoir la coopération et la collaboration pour le développement de la communauté. Guidés par le préambule de la Constitution haïtienne de 1987, qui en appelle au gouvernement pour faire en sorte que les

droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels de tous les citoyens soient protégés et promus, les protocoles ont été signés suite à des débats communautaires entre les candidats et les résidents qui tentaient d'identifier les problèmes spécifiques auxquels font face les communautés en matière de santé, d'éducation, d'infrastructure, d'environnement et de justice. Ces protocoles comportaient des articles spécifiques tels que : le respect mutuel et la courtoisie pendant les campagnes électorales, des réunions à « l'hôtel de ville » tous les trois mois afin d'évaluer les activités du conseil pendant les mois antérieurs, la publication d'un bulletin d'information régulier afin de maintenir la population informée des décisions et actions prises, et l'engagement à promouvoir les droits des femmes et la pleine participation des femmes à travers l'intégration de celles-ci dans des postes de responsabilité et d'autorité au sein de la communauté.

Les résultats : les femmes haïtiennes font entendre leurs voix

Dans les trois municipalités où les activités de campagne ont pris place, les fruits des efforts de Fanm Yo La furent visibles. À Carice, la candidate au poste de maire fut élue, et chez son voisin, Mont Organisé, six des sept candidates furent élues à leur poste respectif. De plus, il y eut plus de femmes que d'hommes dans les bureaux de vote.

Les résultats se répercutèrent au niveau national. Quatre mille candidates au total se présentèrent aux élections ; parmi celles-ci, 400 femmes furent élues à différents postes. La plupart de ces femmes furent élues à des postes de gouvernement local et huit femmes seulement furent élues au Parlement – quatre sénatrices (sur un total de 30 sièges) et quatre députées (sur un total de 98 sièges). Même si le nombre de femmes au Parlement est loin d'être suffisant, le nombre total en dit long comparé au nombre enregistré lors des élections de 2000 ; au cours de celles-ci, 161 femmes avaient été élues sur 2037 candidates.

Répondre aux défis et responsabilités d'un dirigeant élu

« Nous avons fait un premier pas ! Nous devons à présent persévérer pour le deuxième ! », a déclaré Lisa François, directrice de Fanm Yo La, lors d'une cérémonie publique destinée à rendre hommage aux femmes qui s'étaient présentées aux élections, ainsi qu'à plusieurs femmes clé impliquées dans la campagne de mobilisation. En écoutant les paroles de la chanson « *Pa Kite m Deyo* » (Ne me laisse pas sur la touche), des panneaux proclamant la réussite et des

panneaux d'encouragement furent présentés par les femmes politiciennes actuelles et anciennes.

Reconnaissant que l'arrivée des femmes à des postes de pouvoir et de prise de décisions n'est qu'un premier pas, l'approche de Fanm Yo La suppose un soutien continu aux femmes fraîchement élues. « Il s'agit de transformer les candidates en dirigeantes, en modèles de comportement positifs pour le changement », déclare Lisa François lorsqu'on l'interroge sur ce qui va suivre. « Il s'agit d'assister les femmes élues à mener à bien la mission liée à leur poste respectif, que ce soit au Parlement ou dans leur communauté locale en tant que maire et/ou représentante communautaire », ajoute-t-elle.

Une fois élues, les femmes dirigeantes font face à une série de défis et d'obstacles qu'il faut surmonter. Le plus entravant est peut-être l'attitude de leurs homologues masculins, dont bon nombre réagissent avec des attitudes sexistes à l'encontre des femmes. Un autre défi réside dans le fait d'inciter un plus grand nombre de femmes dans la communauté à s'impliquer dans des domaines liés à la gestion et au développement de la communauté. Afin de répondre à cette question, Fanm Yo La travaille en collaboration avec 120 des 400 femmes dirigeantes élues au niveau local. Des ateliers en commun sont tenus avec les gouvernements locaux dans plusieurs municipalités de cinq départements, ciblant en particulier les maires et leurs adjoints, hommes et femmes confondus. Les ateliers, d'une durée de trois jours, cherchent à combiner une formation sur la gestion communautaire avec une formation sur l'équité entre les sexes, à travers des présentations sur la gestion communautaire participative et le développement local, ainsi que la bonne gouvernance.

Fanm Yo La est optimiste en ce qui concerne les ateliers. « Dans les zones où nous travaillons, les cartels de nombreux maires élus comprennent au moins une femme. Si nous pouvons faciliter la prise de conscience des hommes maires [en ce qui concerne] les problèmes spécifiques des femmes, alors nous aurons deux membres de l'équipe sur trois qui rechercheront une meilleure équité entre les sexes et une meilleure intégration », déclare Lisa François.

De plus, les femmes dirigeantes, en particulier au niveau du sénat et de la chambre des députés, pourraient avoir besoin d'un soutien supplémentaire pour accroître leur capacité et efficacité en ce qui concerne certains problèmes spécifiques et/ou compétences techniques. La réforme judiciaire et législative en est un exemple, plus particulièrement en ce qui concerne le fait d'assurer l'équité entre les sexes dans la révision des lois. Pour les huit femmes parlementaires en place actuellement, Fanm Yo La a récemment organisé un atelier d'une durée de deux jours en collaboration avec un éminent avocat des droits de l'homme et ancien sénateur et député. Au cours de ces ateliers, un inventaire de la législation

discriminatoire fut dressé et analysé à travers une série d'outils et d'exercices. De plus, les femmes furent formées à la préparation de projets de loi pour une législation nouvelle et réformée.

Vivement les élections de 2010

Piti piti zwazo a ap fê niche li.

Petit à petit, l'oiseau fait son nid.

Ce proverbe haïtien populaire décrit judicieusement les sentiments de Fanm Yo La après le dernier tour des élections. Lentement mais sûrement, les femmes gagnent la confiance de leurs concitoyens et sont élues à des postes de pouvoir et de prise de décisions. Elles font une place pour leurs positions, idées, perspectives et recommandations, prouvant que les femmes haïtiennes jouent un rôle crucial dans la détermination de l'avenir du pays.

Mais la route est encore longue.

Vu le manque de partis politiques suffisamment professionnels et crédibles dans ce domaine, la tâche n'est pas facile. Fanm Yo La continuera à faire pression pour que la « règle des 30 pour cent » de candidates soit respectée. Elle continuera également à faire pression sur le gouvernement pour encourager le respect de l'équité entre les genres et la promotion de la pleine participation des femmes aux postes de ministre car, dans le gouvernement actuel, seuls deux ministres sont des femmes.

De même, Fanm Yo La continuera à préparer les femmes d'aujourd'hui à être les dirigeantes de demain. Avec le soutien d'Oxfam GB, la « Women in Politics School » de l'organisation fournira une formation à environ 50 femmes du département de l'ouest. Les cours, qui auront lieu toutes les semaines, couvriront de nombreux sujets abordés lors des formations organisées pendant la campagne.

Alors que de plus en plus de femmes sont élues à des postes officiels, démontrant leurs capacités et aptitudes à jouer des rôles cruciaux dans les sphères publiques nationales, elles serviront de modèles et d'agents du changement, influençant positivement la culture politique pour la prochaine génération de femmes. Et alors que les femmes haïtiennes des milieux ruraux et urbains sont de plus en plus actives en tant que citoyennes à part entière disposant d'une voix et du droit d'être entendues, Haïti se rapproche lentement du jour où les femmes de tout le pays seront traitées sur un pied d'égalité et avec respect.

Notes

¹ Le *poto mitan* occupe une position centrale dans les temples vaudou. Il fait la connexion entre le monde spirituel et physique ; c'est le canal qui permet aux esprits d'entrer dans le monde physique au cours de la cérémonie vaudou.

² Foire d'Opinions Haitiennes (2007), extrait de 'Status of Women', Marie Carmel Paul-Austin, publié par TiCam, www.haitiwebs.com/forums/relationships/43018-status-women-haiti.html (dernière consultation le 17 août 2007).

Photographie de la couverture : *Fanm Yo La*

© Oxfam GB, Juin 2008

Cet article a été rédigé par Kristie van Wetering. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

Pour toute information supplémentaire, veuillez envoyer un courriel à publish@oxfam.org.uk

Online ISBN 978-1-84814-012-7. Cet article fait partie d'une série intitulée **Agir pour le leadership et la participation des femmes**, qui peut être achetée auprès d'Oxfam Publishing www.oxfam.org.uk/publications.

Cet article est également disponible en anglais et en espagnol.

Oxfam GB

Oxfam est une organisation de développement, d'aide et de militance qui collabore avec des partenaires pour trouver des solutions durables à la pauvreté et à la souffrance dans le monde. Oxfam GB est membre d'Oxfam International.

Oxfam House
John Smith Drive
Cowley
Oxford
OX4 2JY

Tél. : +44.(0)1865.473727
Courriel : enquiries@oxfam.org.uk
www.oxfam.org.uk